

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle Carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 4 septembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TERRALIA

Bois de Linière
58160 La Fermeté

Références : 230458
Code AIOT : 0025100019

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/08/2023 dans l'établissement TERRALIA, implanté au lieu-dit « Linière » - 58160 La Fermeté. L'inspection a été annoncée le 02/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre d'une action coup de poing incendie menée avec le SDIS.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERRALIA
- « Linière » - 58160 La Fermeté
- Code AIOT : 0025100019
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site inspecté est une installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par Terralia (groupe PAPREC).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 2.5.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Caractérisation des risques	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 7.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Caractérisation des risques	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 7.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	infrastructures et installations	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 7.3.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	infrastructures et installations	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 7.3.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
14	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 7.7.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
15	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 7.7.5	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 1.7.2	/	Sans objet
3	Protection des réseaux internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 4.2.4.1	/	Sans objet
7	Infrastructures et installations	AP Complémentaire du 03/07/2012, article 2	/	Sans objet
9	Infrastructures et installations	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 7.3.3	/	Sans objet
10	Gestion des opérations portant sur des substances dangereuses	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 7.4.2	/	Sans objet
11	Gestion des opérations portant sur des substances dangereuses	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 7.4.4	/	Sans objet
12	Gestion des opérations portant sur des substances dangereuses	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 7.4.5	/	Sans objet
13	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 7.7.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site qui a subi plusieurs incendies ces dernières années est en train de mettre en place de nouveaux moyens de lutte contre l'incendie. Certaines non-conformités ont été relevées pour lesquelles un plan d'action de l'exploitant est attendu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Étude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 1.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour de l'étude de dangers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'étude des dangers est actualisée à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.
Constats : L'exploitant indique que l'étude de dangers n'a pas été actualisée compte tenu qu'il n'y a pas eu de modification importante depuis le dossier initial d'autorisation. Il précise également, dans le cadre de l'action coup de poing incendie, que dans le dossier de demande d'autorisation, la mise en place d'un nouveau bassin d'eau (250 m ³) plus proche des casiers en cours d'exploitation est prévue sans délai associé dans le dossier initial. L'exploitant indique que ce dernier sera réalisé lors du creusement des casiers 3.10 ou 3.11.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Incidents ou accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Un registre informatique existe pour répertorier les incidents survenus. 4 incendies se sont produits depuis 2018 (dates : 07/08/18, 12/08/21, 10/09/21 et 07/08/22).</p> <p>L'exploitant possède une procédure pour alerter la DREAL mais seulement s'il ne parvient pas à éteindre par lui-même le départ de feu. Dans ce cas, l'alerte de la DREAL se fait par un mail à l'UID DREAL.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'il est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées tous accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Ainsi, les incendies maîtrisés en interne doivent également être déclarés et un rapport d'incident associé est demandé.</p> <ul style="list-style-type: none"> - en heures ouvrées, l'UID est tenu d'être informée de l'incident (téléphone : 03 39 59 67 50 et mail boîte UID: ud58-89.dreal-bourgogne-franche-comte@developpement-durable.gouv.fr) - hors heures ouvrées, le numéro d'astreinte DREAL est à contacter : 06 88 21 63 43. <p>L'exploitant modifiera en conséquence sa procédure interne sous 1 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Protection des réseaux internes à l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 4.2.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement avec les milieux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Dans le cadre d'un incendie dans le casier, l'isolement des eaux d'extinction est assurée par le fonctionnement manuel de la pompe du puisard du casier. Hors casier, le caniveau de ceinture du site (récupération des eaux pluviales) est relié à un bassin dont l'envoi est manuel au niveau de son point de rejet avec un analyseur en ligne. L'isolement des eaux d'extinction dans le cadre d'un incendie est assuré.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Caractérisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Inventaire des substances ou préparations dangereuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte.
Constats : Une boîte à clé est disponible pour le SDIS à l'entrée du site avec le classeur du PISI (Plan d'Intervention des Secours Interne). Dans ce dernier se trouve une liste des substances chimiques présentes sur site et leur quantité est mise à jour régulièrement. L'exploitant indique que les fiches de données de sécurité sont disponibles dans le bungalow d'accueil. Néanmoins, la correspondance entre la liste des substances et leur lieu de stockage sur site n'est pas évidente, notamment à la lecture du plan de zonage. L'exploitant doit améliorer la correspondance entre le lieu de stockage des substances, les quantités et les dangers associés sur son PISI et plan de zonage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Caractérisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Zonage des dangers internes à l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement, susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : Un plan de zonage existe et est disponible dans le PISI de l'exploitant. Une mise à jour est à réaliser concernant : <ul style="list-style-type: none"> - la mise en place des canons à eau pour l'extinction d'un incendie dans le casier, - un seul bassin d'eau est disponible pour les pompiers et non 2 comme indiqués sur le plan, - les voies d'accès pompiers sur site sont à compléter, - l'identification des lieux de stockages des matières dangereuses (voir point de contrôle précédent).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Infrastructures et installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Accès et circulation dans l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : [...] Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté. L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. [...]
Constats : L'évolution des engins de secours est possible sans difficulté sur le site. Néanmoins, l'exploitant s'attachera à entretenir par endroit les voies où un enfoncement des engins du SDIS est possible (le cas s'est produit lors de l'incendie du 12/08/22 au niveau du bassin de récupération des eaux pluviales).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Infrastructures et installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/07/2012, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des départs de feux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Afin de prévenir des départs de feux, un système de caméras infrarouges couvre l'intégralité de la surface en cours d'exploitation. Toute alerte en dehors des heures d'ouverture est télé transmise automatiquement à un responsable d'astreinte.
Constats : Une caméra thermique est présente sur site. Son déclenchement sur dépassement d'un seuil (360°C en heures ouvrées et 110°C en dehors) appelle la télésurveillance (entreprise PANTHERA) qui enclenche l'appel de l'exploitant selon une liste de diffusion préétablie. Par ailleurs, l'exploitant vient de mettre en place un système d'extinction par canons à eau (2 sur la partie exploitée du casier en quai haut et 2 seront prévus pour la future partie basse du casier) associée à une motopompe et une réserve d'eau de 250 m ³ . Ce dernier démarre lors du déclenchement de la caméra thermique. Un essai a été réalisé le jour de l'inspection. L'exploitant indique que l'ISDND de La Fermeté est un site test pour ce système qui pourrait être étendu aux autres sites du groupe.
Observations : Certains flexibles étaient fuyards le jour de l'inspection. Un essai du système en présence des pompiers avec leur engin est prévu afin de voir s'ils peuvent se brancher en manuel avec leurs lances au niveau des canons afin de profiter de la bêche à eau et de la motopompe du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Infrastructures et installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Bâtiments et locaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie. Les zones de circulation situées à l'intérieur des locaux sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.
Constats : Il n'existe pas de détection incendie au niveau des locaux du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Infrastructures et installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques – mise à la terre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Un rapport APAVE du 23/04/23 a été présenté. Une seule remarque y figure concernant des traces d'échauffement sur une armoire d'éclairage qui est maintenue hors service.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Gestion des opérations portant sur des substances dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 7.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mises en œuvre ou entreposées des substances et préparations dangereuses, ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient, en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité.
Constats : Un rapport EUROFEU du 03/01/23 a été présenté. Il n'appelle pas de commentaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Gestion des opérations portant sur des substances dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 7.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident, et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien. Cette formation comporte notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • toutes les informations utiles sur les produits manipulés, • les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes, • des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention, • un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci, • une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.
<p>Constats :</p> <p>3 opérateurs sont présents sur le site. Une attestation à l'utilisation des extincteurs avec EUROFEU du 05/07/23 pour chacun d'eux a été présentée.</p> <p>Par ailleurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 fois par semaine, un test des caméras thermiques du site est réalisé et tracé, - un exercice incendie interne a été réalisé le 25/04/23, - des causeries sécurité sont réalisées et tracées via une fiche REX du groupe.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Gestion des opérations portant sur des substances dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 7.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Travaux d'entretien et de maintenance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter. Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'un permis de feu est utilisé au besoin selon l'intervention. Un exemplaire rempli a été présenté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 7.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de prévention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci. L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours. Les abords du site doivent être débroussaillés et entretenus de manière à éviter la propagation éventuelle d'un incendie, tant d'origine interne qu'externe à l'établissement. Une quantité suffisante de matériaux de couverture doit notamment être constamment disponible sur le site.
Constats : Un PISI existe et est accessible au SDIS dans une boîte à clé à l'entrée du site. Celui-ci est à mettre à jour (voir points de contrôles précédents). Une personne est chargée du débroussaillage aux abords du site. 2 tas de terre sont présents à proximité du casier en exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 7.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre. En particulier, deux réserves d'eau de 240 m ³ chacune, accessibles en toutes saisons, avec plate-forme d'aspiration, sont aménagées conformément aux indications figurant au dossier et aux spécifications du SDIS.
Constats : Un bassin de récupération des eaux pluviales de 850 m ³ maxi est disponible en fond de site. Son niveau est vérifié à l'aide d'une règlette chaque mois. En juillet, son volume relevé était de 818 m ³ . Une plate-forme d'aspiration est installée pour le SDIS. Le jour de l'inspection, des algues étaient présentes dans le bassin susceptibles de boucher la crépine d'aspiration du bassin. L'exploitant veillera à évacuer les algues présentes dans le bassin afin de garantir que la réserve d'eau est disponible à tout moment.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 7.7.5
Thème(s) : Risques accidentels, consignes générales d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'appel des secours extérieurs. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.
Constats : Des consignes sont présentes au niveau de l'accueil en cas d'incendie. Elles doivent être mises à jour avec l'installation des nouveaux canons. Par ailleurs, elles doivent préciser que tout incident doit être déclaré à la DREAL même un incendie maîtrisé en interne.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois